

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

MAI 2017

ARST_2017_050	DEMENAGEMENT 17 RUE DES CLEMATITES _ IDEES 21	1-2
ARST_2017_051	TX RESEAU URBAIN _ CORIANCE RUE SAINT EXUPERY	3-4
ARST_2017_052	TX BRANCHEMENT GAZ _SOCATER 3 RUE RAMEAU	5-6
ARST_2017_053	TX BRANCHEMENT GAZ _ SNCTP 3 IMPASSE JEAN PERRIN	7-8
ARST_2017_054	ACCES AIRE DE JEUX _ QUARTIER CLOS DU ROY	9-11
ARST_2017_055	STATIONNEMENT INTERDIT PARKING ESC. CHARCOT LE 20 MAI - MANIF. MJC CHENOVE	12-13
ARST_2017_056	INTERDICTION STATIONNEMENT ESPL. CHAPITRE LE 20 ET 21 MAI - MANIFESTATION SPORTIVE LCC	14-15
ARST_2017_057	10EME REGIONAL PETANQUE _ PCC PLACE LIMBURGERHOF	16-17
ARST_2017_058	NUMEROTATION DU BÂTIMENT "COUR MARGOT", DU CENTRE CULTUREL ET DE RENCONTRES ET DE LA BRASSERIE	18-19
ARST_2017_059	TX_ENROBES_PLACE_MEUNIER	20-21
ARST_2017_060	TX_INEO_RCU_RUE_BD_DE_TASSIGNY	22-23
ARST_2017_061	TX_SETELEN_RACC_TEL_33_RUE_DE_LONGVIC	24-25
ARST_2017_062	TX_SNCTP_RACC_GAZ_39_RUE_GAMBETTA	26-27
ARST_2017_063	TX_BER21_RENOUVEL_AEP_BD_DE_TASSIGNY	28-29

ARST_2017_064	CEREMONIE_8_JUIN_PLACE_MONUMENT	30-31
ARST_2017_065	TX_SANUELEC_RACC_ELEC_7_RUE_ANATOLE_FRANCE	32-33
ARST_2017_066	TX_DESERTOT_RESEAUX_114_AV_CARRAZ	34-35
ARST_2017_067	TX_SNCTP_SUPP_GAZ_12_RUE_RENAN	36-37
ARST_2017_068	PROROG_TX_CORIANCE_RCU_RUE_ST_EXUPERY	38-39
ARST_2017_069	POSE_BENNE_LABO_43_RUE_ARMAND_THIBAUT	40-41

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise ID'EES 21 au 17 rue des Clématites, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement d'un déménagement par l'entreprise ID'EES 21, il convient de réserver deux places de stationnement au niveau du 17 rue des Clématites.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 11 mai 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise ID'EES 21,
CTM,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 2 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux réparation réseau urbain par l'entreprise CORIANCE, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit de la rue Antoine de Saint Exupéry.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise CORIANCE est autorisée à intervenir au droit de la rue Antoine de Saint Exupéry pour des travaux de réparation réseau urbain, suivant la permission de travaux du 26 avril 2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 15 mai 2017 au 2 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise CORIANCE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise CORIANCE sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise CORIANCE,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 5 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de terrassement fouille branchement gaz par l'entreprise SOCATER, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation au droit du 3 rue Rameau 3 TER.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SOCATER est autorisée à intervenir au droit du 3 rue Rameau 3 TER pour des travaux de terrassement fouille pour branchement gaz, suivant la permission de travaux du 2 mai 2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 6 juin au 16 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SOCATER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SOCATER, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SOCATER,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 5 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement GRDF par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation au droit du 3 impasse Jean Perrin.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 3 impasse Jean Perrin pour des travaux de branchement GRDF, suivant la permission de travaux du 2 mai 2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 31 mai au 9 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 5 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

N° ARST_2017_054**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article 2212-2 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police du maire,
Vu le décret n° 96-1136 du 18 décembre 1996 fixant les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux,
Vu l'arrêté préfectoral n° 728DDASS80 du 31 décembre 1980 modifié, portant règlement sanitaire départemental,

Considérant que pour assurer l'hygiène, la sécurité, le bon ordre et la tranquillité publique de l'aire de jeux du quartier du Clos du Roy, il convient de déterminer les conditions d'accès et d'utilisation de cet espace mis à disposition du public.

ARRÊTE**Article 1 :**

Utilisation ci-après :

1-1 Principe

L'aire de jeux située dans le quartier du Clos du Roy, rue des Gallandiers à Chenôve est réservée aux usagers piétons pour la détente et la pratique des jeux de ballons.

Les enfants de moins de huit ans doivent être accompagnés d'un adulte.

L'enceinte est formellement interdite à tout animal même tenu en laisse.

Il est précisé que, sont notamment interdits dans cette enceinte :

- les 2 roues motorisées,
- les 2 roues non motorisées,
- les trottinettes,
- les rollers,
- le camping sauvage, le bivouac, l'usage des barbecues, l'allumage de feux pour manifestations diverses.

1-2 HORAIRES

L'aire de jeux sera ouverte au public :

- **DU 1^{ER} NOVEMBRE AU 31 MARS : 9H00 – 18H00**
- **DU 1^{ER} AVRIL AU 31 OCTOBRE : 9H00 – 19H00**

Ces horaires peuvent être modifiés en cas de force majeure, si les conditions de sécurité l'exigent, pour nécessités de service ou pour dérogations accordées lors de manifestations particulières.

1-3 RESPECT DU LIEU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le mobilier urbain, les objets d'agrément, les matériels de jeux devront être respectés. Il est notamment interdit en tout temps d'escalader les clôtures ou grilles, de détériorer les matériels quelconques, de souiller l'aire de jeux, d'y jeter des papiers ou autre débris de quelque nature que ce soit. Plus particulièrement, les déchets doivent être mis dans les poubelles installées à cet effet.

Enfin pour le respect de chacun, les usagers sont invités à avoir une tenue et un comportement décents.

Les utilisateurs de ce site doivent respecter la tranquillité des riverains dont les habitations jouxtent l'aire de jeux.

Article 2 :

Mesures d'ordre public au titre de la sécurité, de la salubrité, du bon ordre, de la tranquillité publique :

Il est notamment interdit aux usagers de l'enceinte de l'aire de jeux :

- d'introduire, utiliser et/ou abandonner des pistolets à billes ou tout autre engin dangereux,
- d'introduire et /ou consommer des boissons alcoolisées,
- de diffuser de la musique,
- d'utiliser des chaussures à pointes ou à crampons.

Article 3 :

Manifestations particulières : autorisation préalable : Tout organisateur de manifestation publique devra en faire la demande écrite à Monsieur le Maire au moins trente jours avant la manifestation en précisant la nature, les dates et heures de celle-ci.

En cas d'autorisation, les organisateurs devront veiller à la remise en état des lieux.

Article 4 :

Sanctions : toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

De façon générale et en tout état de cause, tout contrevenant aux règles du présent règlement, au bon ordre, à la sécurité, la sûreté et la tranquillité publiques, s'expose à une verbalisation et/ou une exclusion de l'installation.

Article 5 :

Recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 :

Publication transmission notification : outre un affichage à l'entrée de l'aire de jeux, sur les lieux habituels de l'affichage municipal et sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la Ville de Chenôve, ampliation du présent arrêté sera faite pour la mise en œuvre, en ce qui les concerne, à :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 21/06/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation « Après-midi festive » organisée par la MJC de Chenôve le 20 mai 2017, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur le parking de l'Escale Charcot, avenue du 14 Juillet.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit sur le parking de l'Escale Charcot, avenue du 14 Juillet, en raison de la manifestation « Après-midi festive » organisée par la MJC de Chenôve.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le samedi 20 mai 2017 de 9h à 18h.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur Marc KANHYE, MJC de Chenôve,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 15 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation sportive organisée par l'association LCC (Lutte Club Chenôve), il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur l'esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome.

ARRÊTE

Article 1 :

Cet arrêté déroge à l'arrêté du maire n°156 du 17 décembre 2014, à titre exceptionnel.

Article 2 :

Le stationnement est interdit sur l'esplanade du Chapitre et sur le parking du Boulodrome.
La plateforme de stationnement sur l'esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome sont réservés pour accueillir les participants de la manifestation sportive organisée par l'association LCC.
Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées au droit de la rampe d'accès du Boulodrome, de part et d'autre de ce cheminement sécurisé pour les PMR (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire du samedi 20 mai 2017 de 7h à 22h et le dimanche 21 mai 2017 de 7h à 22h.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association LCC.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président de l'association LCC,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 15 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une compétition sportive « 10^{ème} Régional de Pétanque » organisée par le Pétanque Club de Chenôve (PCC), il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur la place Limburgerhof.

ARRÊTE

Article 1 :

L'intérieur de la place Limburgerhof est réservé pour le bon le déroulement de la compétition sportive « 10^{ème} Régional de Pétanque ».

Article 2 :

Le stationnement est interdit sur l'ensemble de la place Limburgerhof.

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire du vendredi 2 juin 2017 à 7h00 jusqu'au dimanche 4 juin 2017 à 02h00.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande du Pétanque Club de Chenôve .

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président du Pétanque Club de Chenôve,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 18 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

N° ARST_2017_058**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques,
Vu l'article L 2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au numérotage des maisons qui s'exerce dans le cadre des pouvoirs de police du maire portant sur des objets particuliers,

Vu également les articles R 2512-7 et R 2512-8 du Code Général des Collectivités Territoriales sur les modalités de mise en place, d'entretien et de renouvellement des plaques indicatrices du nom des voies et places ouvertes à la circulation ainsi que des numéros des immeubles en bordure de voies et places publiques pour la commune de Paris,
Vu le décret n° 94-1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au Centre des Impôts Fonciers ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la commune et du numérotage des immeubles,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 février 2017 décidant d'attribuer le nom « Esplanade de la République » à l'espace situé entre les futurs bâtiments « Cour Margot », le centre culturel « Le Cèdre » et la rue Armand Thibaut,

Considérant la nécessité corrélative d'indiquer le nom de ce nouvel espace et de numéroté les nouveaux bâtiments issus du programme immobilier « Cour Margot »,

ARRÊTE**Article 1 :**

Les cellules commerciales et l'entrée des logements du bâtiment « Cour Margot » situées en façade Sud de ce programme immobilier seront numérotées ainsi qu'il suit :

numéros 21 à 33 rue Alfred Changenet, dans l'ordre croissant d'Ouest en Est,

Etant précisé que le numéro 25 rue Alfred Changenet correspond aux logements et les autres numéros aux cellules commerciales.

Article 2 :

Les cellules commerciales, l'entrée des logements et du cabinet médical du bâtiment « Cour Margot » situés en façade Est de ce programme immobilier seront numérotés ainsi qu'il suit :

numéros 1 à 7 Esplanade de la République, dans l'ordre croissant du Sud au Nord,

Etant précisé que le numéro 3 Esplanade de la République correspond aux logements et au cabinet médical et les autres numéros aux cellules commerciales.

Article 3 :

Le centre culturel et de rencontres « Le Cèdre » et la brasserie-restaurant du Cèdre seront

numérotés respectivement numéro 9 et numéro 11 Esplanade de la République.

Article 4 :

La fourniture et la pose des plaques indicatrices du nom des voies et places ouvertes à la circulation ainsi que des plaques indiquant les numéros des immeubles en bordure de voies et places publiques sont prises en charge par la commune pour le premier numérotage ainsi que dans le cas d'un renouvellement éventuel de numérotage.

Article 5 :

Le présent arrêté prend effet à compter de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne à :

- Madame la Préfète de la Côte d'Or,
- Monsieur le Président de la communauté urbaine du Grand Dijon,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Dijon,
- Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
- Monsieur le Commandant du S.D.I.S. de Côte d'Or,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Poste de Dijon,
- Monsieur le Receveur de la Poste de Chenôve,
- Monsieur le Directeur des Services Fiscaux et du Cadastre (publicité foncière),
- Monsieur le Directeur du S.A.M.U.,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Directeur des Affaires Culturelles et du Cèdre,
- Police Municipale,
- Dossier,
- Affichage.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 21/06/2017
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux liés aux abords de l'Hôtel de Ville, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur la place Pierre Meunier,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise EUROVIA BOURGOGNE est autorisée à intervenir place Pierre Meunier pour les travaux d'application des enrobés aux abords de l'Hôtel de Ville.
L'accès à la place Pierre Meunier ainsi que le stationnement seront strictement interdits pendant la durée des travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le mardi 30 mai 2017 de 7h30 à 13h.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise EUROVIA BOURGOGNE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise EUROVIA BOURGOGNE, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Dijon,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DUC & PRENEUF,
Monsieur le Directeur de l'entreprise EUROVIA BOURGOGNE,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 24 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux sur le réseau de chauffage urbain par l'entreprise INEO, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur le boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise INEO est autorisée à intervenir boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny, sur la partie comprise entre la rue Jean Druet et la rue Antoine de Saint Exupéry pour des travaux sur le réseau de chauffage urbain.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée en alternat réglé par feux tricolores.

La circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 29 mai 2017 au 13 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise INEO sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise INEO, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise INEO,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de raccordement de desserte téléphonique par l'entreprise SETELEN, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 33 rue de Longvic.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SETELEN est autorisée à intervenir au droit du 33 rue de Longvic pour les travaux de raccordement de desserte téléphonique.

Une restriction de circulation sera mise en place par demi-chaussée avec alternat par feux, avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 6 juin au 9 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SETELEN sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SETELEN, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SETELEN,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement gaz par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 39 rue Gambetta.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 39 rue Gambetta pour des travaux de branchement GRDF, suivant la permission de travaux du 10 mai 2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place suivant l'avancement des travaux et la circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 6 juin au 16 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de renouvellement AEP par l'entreprise BER 21, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur le boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise BER 21 est autorisée à intervenir pour des travaux de renouvellement AEP, suivant la permission de travaux du 12 avril 2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Des restrictions de circulation seront mise en place suivant l'avancement des travaux comme suit :

Boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny

Circulation réduite à l'angle avec le Chemin de la Croix des Valendons.

Circulation interdite dans la portion entre la rue Edouard Estaunié et la rue Georges Sand.
Déviation prévue par la rue Edouard Estaunié et la rue Georges Sand.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 12 juin au 31 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BER 21 sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par

l'entreprise BER 21, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BER 21,
Police Municipale,
KEOLIS DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement de la 63^{ème} cérémonie commémorative nationale de la « Journée Nationale d'hommage aux morts pour la France en Indochine », le jeudi 8 juin 2017, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement sur certaines voies communales.

ARRÊTE

Article 1 :

La circulation et le stationnement sont interdits, sous peine d'enlèvement des véhicules, sur la place du Monument, de 17h30 à 19h30.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le jeudi 8 juin 2017.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

La signalisation correspondante sera fournie et mise en place par les services techniques municipaux, selon la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Madame la Responsable du Commissariat de Chenôve,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Police Municipale,
Centre Technique Municipal (service fêtes et cérémonies)
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement électrique par l'entreprise SANUELEC, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 7 rue Anatole France.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SANUELEC est autorisée à intervenir au droit du 7 rue Anatole France pour des travaux de branchement électrique.

Une restriction de circulation sera mise en place suivant l'avancement des travaux et la circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 19 juin au 23 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SANUELEC sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SANUELEC, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SANUELEC,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux sur les réseaux humides par l'entreprise DESERTOT, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit du 114 avenue Roland Carraz.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise DESERTOT est autorisée à intervenir au droit du 114 avenue Roland Carraz pour des travaux sur les réseaux humides .

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 19 juin au 23 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise DESERTOT sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise DESERTOT, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise DESERTOT,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de suppression de branchement gaz par l'entreprise SNCTP, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 12 rue Ernest Renan.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SNCTP est autorisée à intervenir au droit du 12 rue Ernest Renan pour des travaux de suppression de branchement gaz.

Une restriction de circulation sera mise en place suivant l'avancement des travaux avec maintien d'un cheminement pour piétons. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 12 juin au 16 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SNCTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SNCTP, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SNCTP,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de réparation du réseau de chauffage urbain par l'entreprise CORIANCE, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement au droit de la rue Antoine de Saint Exupéry.

ARRÊTE**Article 1 :**

L'entreprise CORIANCE est autorisée à intervenir au droit de la rue Antoine de Saint Exupéry pour des travaux de réparation du réseau urbain, suivant la permission de travaux du 26 avril 2017 validée par la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Une restriction de circulation sera mise en place avec maintien d'un cheminement pour piétons suivant l'avancement des travaux. Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté proroge l'arrêté ARST 2017 051 jusqu'au 13 juillet 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise CORIANCE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise CORIANCE sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux

seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise CORIANCE,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux au LABORATOIRE D'ANALYSES, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public au droit du 43 rue Armand Thibaut.

ARRÊTE

Article 1 :

Les travaux réalisés pour le compte du LABORATOIRE D'ANALYSES, 43 rue Armand Thibaut, nécessitent la mise en place d'une benne de 6 x 2,50 m, par l'entreprise Bourgogne Recyclage, sur le trottoir avec empiètement sur la chaussée au droit de cette propriété.

Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux. La circulation des piétons sera déviée sur le trottoir d'en face.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le mardi 7 juin 2017.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise BOURGOGNE RECYCLAGE sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise BOURGOGNE RECYCLAGE, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressé à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise BOURGOGNE RECYCLAGE,
Madame ROUSSEL, Laboratoire d'analyses,
Police Municipale,
KEOLIS,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 26 mai 2017



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD